



N° 2025-220

Localisation : chantier du vallon des Erps - Refuge Saladin

Considérant que l'utilisation de la pelle araignée réduira le temps d'intervention, et donc le dérangement de la faune, et une plus grande finesse d'intervention, permettant ainsi de s'adapter au tracé le moins impactant pour le milieu (traversées de vallons instables),

Considérant que le Département a en charge le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de randonnée (PDIPR) dans les Alpes-Maritimes,

Considérant la convention du 31 janvier 2019, signée entre le Conseil départemental des Alpes-Maritimes et l'Établissement public du Parc national, relative à l'aménagement et à l'entretien des itinéraires situés dans le cœur du parc et inscrits au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée,

Considérant que suite à plusieurs événements météorologiques et géologiques récents, dont le passage de la tempête Alex sur le territoire en octobre 2020, le réseau d'itinéraires de randonnée a souffert de très lourdes dégradations,

Considérant que ces dégradations remettent localement en cause la sécurité des usagers ainsi que l'objectif de limiter leur circulation hors itinéraire, et par conséquent les impacts que pourraient avoir cette fréquentation en espace naturel notamment la diffusion des facteurs de dégradation des milieux et le dérangement de la faune sauvage,

Considérant la volonté du Département d'engager des moyens conséquents pour accompagner le Parc national du Mercantour dans l'entretien et la restauration des sentiers inscrits au PDIPR, dans le contexte post-tempête Alex,

Considérant que lorsque le Conseil départemental est maître d'ouvrage de travaux sur les itinéraires du PDIPR, ses sous-traitants sont tenus de respecter un cahier des clauses techniques et particulières similaire sur de nombreux points à celui de l'Établissement public du Parc national, notamment en ce qui concerne le recours privilégié aux matériaux locaux et techniques traditionnelles de mise en œuvre,

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir le recours à ces modalités techniques et qualitatives, ainsi que pour assurer la compatibilité des chantiers dans leur ensemble avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le département des Alpes-Maritimes est autorisé à utiliser, à titre exceptionnel, une mini-pelle araignée d'un tonnage supérieur à 1 tonne et inférieur à 3 tonnes, dans le cadre du chantier du vallon des Erps - Refuge Saladin.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions particulières relatives aux expertises préalables, programmation

2.1. Préalablement à l'utilisation de la pelle araignée, le bénéficiaire est tenu de réaliser en collaboration avec les services du Parc national du Mercantour, une évaluation des patrimoines naturel, culturel et historique – notamment archéologique – sur la totalité de l'emprise des travaux en incluant les éventuelles zones de prélèvement de matériaux, les zones de stockage des matériels et les espaces de circulation.

2.2. Cette évaluation reposera sur une définition technique des travaux à réaliser et des espaces nécessaires au chantier. Ces éléments seront mis en perspective avec les données naturalistes, culturelles et historiques disponibles notamment auprès des services du Parc national. Il sera tenu compte de la présence / absence d'espèces ou d'habitats patrimoniaux ainsi que des périodes de sensibilité.

Une vérification de terrain pourra être réalisée si besoin conjointement avec les services territorialement concernés du Parc national, pour affiner les conclusions de l'évaluation. En cas de doute, le Conseil Scientifique pourra être consulté.

2.3. En cas de présence de milieux ou d'espèces d'intérêt patrimonial ou en cas de présence potentielle de matériel archéologique, des mesures d'évitement seront précisément définies en accompagnement de l'évaluation, telles que des mises en défens, des reports de calendrier de mise en œuvre ou un contrôle constant des affouillements.

La mise en œuvre effective de ces mesures d'évitement sera incluse dans le marché et à la charge du ou des prestataires retenus.

2.4. Cette évaluation devra obligatoirement être partagée et validée par les services du Parc national avant le début du chantier, même en cas d'absence d'enjeu identifié.

- Prescriptions particulières relatives aux modalités de mise en œuvre

2.5. Aucun rejet polluant issu de l'engin (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier. Le ou les prestataires sont tenus de prendre toutes les dispositions utiles à cette fin, notamment en utilisant des revêtements étanches posés au sol ou des tapis absorbants adaptés sur les espaces de stationnement ou de ravitaillement.

2.6. En cas de rejet polluant, le chef du service territorialement concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

2.7. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus non minéraux ou végétaux (y compris mégots, papiers, emballages, résidus de décantation, rubalises...) devra être intégralement collectée et évacuée en dehors du cœur du parc national, vers les filières de traitement dûment autorisées. Tout brûlage est strictement interdit.

2.8. A l'issue des travaux, la totalité des éléments de balisage (rubalise, filets, panneaux, flèches...) devra être intégralement collectée et évacuée en dehors du cœur du parc national.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 juillet 2025.

Les travaux devront être réalisés exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

5.1. Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, notamment en ce qui concerne l'acheminement des ouvriers, matériaux et outils par voie aéroportée.

L'ensemble des héliportages nécessaires à la réalisation des travaux devra faire l'objet de demandes d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

5.2. Cette décision ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 24 juin 2025

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial Vésubie
- SVT (Julien Chaudet)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.